

# ENVIRONNEMENT

## magazine

N° 1799 - NOVEMBRE 2022

RÉSILIENCE

# Des villes en effervescence verte

URBANISME

La publicité fait profil bas

TIMOTHÉE PARRIQUE

«La croissance est un obstacle à la transition écologique»

L 14443 - 1799 - F: 16,70 € - RD



#mission water



## **L'eau est précieuse. Redonnons-lui la valeur qu'elle mérite.**

Acteur historique de l'eau et de ses services essentiels, le groupe Saur œuvre à la protection et à la préservation de la ressource en eau partout dans le monde. L'eau, condition préalable à toute forme de vie, est au cœur de notre existence, et mérite que l'on y consacre nos meilleurs efforts.

À l'heure où les défis de la transition écologique sont au cœur des problématiques de nos sociétés, Saur réaffirme ses engagements pour agir, militer et fédérer tous les acteurs pour un monde plus sûr, en faveur des générations futures.

[www.saur.com](http://www.saur.com)



**saur**

Édité par les Éditions du Développement durable

3, quai Conti - 75430 Louveciennes  
Standard: 01 30 08 14 14 - Fax: 01 30 08 14 15

[enviromag@groupe-cayola.com](mailto:enviromag@groupe-cayola.com)

Directrice de la publication: Florence Wattel  
Rédacteur en chef: Anthony Laurent  
Rédaction: Abdessamad Attigui, Benoît Crépin,  
Alexandra Delmolino, Laurence Madoui  
Secrétariat de rédaction: Véronique Matrat

ENVIRONNEMENT-MAGAZINE.FR

[Abdessamad Attigui, a.attigui@groupe-cayola.com](mailto:Abdessamad.Attigui@groupe-cayola.com)

ABONNEMENT - DIFFUSION - VENTE

[abonnement.diffusion@groupe-cayola.com](mailto:abonnement.diffusion@groupe-cayola.com)

ABONNEMENT 1 AN À ENVIRONNEMENT  
MAGAZINE ET SES SUPPLÉMENTS

• Tarif France: 217 € TTC

Prix au numéro: 16,70 € TTC

Pour plus d'informations: retrouvez le bulletin  
d'abonnement en page 50 et sur  
[www.environnement-magazine.fr](http://www.environnement-magazine.fr)

Rubrique Je m'abonne.

PUBLICITÉ

[assistante.direction@groupe-cayola.com](mailto:assistante.direction@groupe-cayola.com) ;

Appoline Chaminade,

[appoline@chaminade-meyer.com](mailto:appoline@chaminade-meyer.com)

APPELS D'OFFRES ET OFFRES D'EMPLOI

[recrutement@groupe-cayola.com](mailto:recrutement@groupe-cayola.com)

[envirojob.fr](http://envirojob.fr); Tél.: 01 30 08 14 14

RÉALISATION GRAPHIQUE

La Communauté des graphistes,  
[www.lacommunautédesgraphistes.com](http://www.lacommunautédesgraphistes.com)

IMPRESSION

Imprimeries de Champagne 52000 Langres

Imprimerie certifiée ISO 14001

et Print Environnement



Imprimé sur papier PEFC



INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX		
	PAPIER INTÉRIEUR	PAPIER COUVERTURE
PAPIER	Vantage Silk	Magno Plus Silk
GRAMMAGE	90 g	150 g
PAYS D'ORIGINE	Autriche	Allemagne
Taux de fibres recyclées	0 %	0 %
CERTIFICATION	PEFC	PEFC
EUTROPHISATION PTOT	0,032 kg/t	0,03 kg/t

Publication mensuelle ISSN: 1163-2720

N° de commission paritaire: 1024 T 85436

Dépôt légal à parution

Environnement Magazine est membre de:



GRUPE  
CAYOLA

Une publication des éditions du

Développement durable

SA au capital 10 000 € - RCS Versailles 830 632 485

Reproduction interdite sans l'autorisation de l'éditeur ou du CFC  
(Centre français d'exploitation du droit de copie). Tél.: 01 44 07 47 70.

Toutes les illustrations reproduites dans nos pages sont la propriété  
respective et exclusive de leurs auteurs ou de leurs ayants droit.

En couverture: © Shutterstock



Anthony Laurent

Rédacteur en chef

L'ÉDITO

# COP ou pas COP ?

Que restera-t-il de la COP 27, qui vient d'avoir lieu à Charm-el-Cheikh, en Égypte ? Les propos, toujours mordants, d'António Guterres ? Ou la déclaration surprise d'Emmanuel Macron concernant le moratoire de précaution sur l'exploitation des fonds océaniques ? Pour le secrétaire général des Nations-Unies, face au réchauffement climatique et à ses impacts qui s'accroissent, les dirigeants du monde entier – une centaine était réunie en Égypte – doivent « *coopérer ou périr* ». « *C'est soit un pacte de solidarité climatique, soit un pacte de suicide collectif* », a-t-il déclaré à l'ouverture du sommet. Le climat, a-t-il rappelé, est « *la question déterminante de notre temps* » et il serait « *inacceptable, scandaleux et autodestructeur* » de la reléguer « *au second plan* ». De son côté, le chef de l'État a profité de sa présence à Charm-el-Cheikh pour clarifier la position française au sujet de l'exploitation minière sous-marine – à l'heure, précisément, où la question de l'exploitation des mines dans l'Hexagone refait surface. « *Je veux être ici très clair, fidèle à ce que j'ai dit : la France soutient l'interdiction de toute exploitation des grands fonds marins. J'assume cette position et la porterai dans les enceintes internationales* », a affirmé Emmanuel Macron.

Pour autant, les COP servent-elles encore à quelque chose – au-delà de la tribune qu'elles offrent régulièrement aux dirigeants ? Après la COP 27 sur le climat vient la COP 15 sur la biodiversité, qui se tiendra à Montréal, du 7 au 19 décembre. Aucun chef d'État, de ceux qui se sont pressés en Égypte, n'a prévu de faire le déplacement au Canada... Il est vrai que les décisions politiques, même décisives, peuvent se prendre ailleurs que lors de ces grands-messes. Pour preuve, au retour de Charm-el-Cheikh, le président de la République a convié 50 des industries les plus polluantes de France. Objectif ? Les accompagner financièrement dans leur décarbonation. Problème : les industriels de l'énergie n'étaient pas conviés. Comme lors des COP, les impacts climatiques de notre politique énergétique semblent relever du tabou, même à l'Élysée ! Alors, COP ou pas COP ? Climat ou biodiversité ? Volontarisme ou éco-blanchiment ? Les enjeux sont trop importants pour que l'on se contente du « deux poids, deux mesures » et du double discours.

# SOMMAIRE

## Entre nous



### L'ESSENTIEL 8

Le plan santé-environnement, les eaux usées, la Nouvelle-Aquitaine, la Loire-Atlantique, la transition énergétique des ports... font l'actualité



### EN TÊTE 10

L'association Chimie du végétal, Philippe de la Fortelle, Skytech, Electra, Chimirec, Largo, Imtech... font parler d'eux

### LA RENCONTRE 12

**Timothée Parrique**  
« Notre obsession pour la croissance est un obstacle à toute transition écologique »



PLUS D'INFOS SUR

[www.environnement-magazine.fr](http://www.environnement-magazine.fr)



NOUS ÉCRIRE

[enviromag@groupe-cayola.com](mailto:enviromag@groupe-cayola.com)



VOUS SOUHAITEZ VOUS ABONNER ?

Rendez-vous page 50



[Environnement-magazine.fr](https://www.facebook.com/Environnement-magazine.fr)



[@EnviroMag](https://twitter.com/EnviroMag)



[Environnement Magazine](https://www.linkedin.com/company/Environnement-Magazine)



### ENQUÊTE 14

■ **Mobilité : des collectivités se lancent dans le rétrofit**



### INITIATIVES 20

C'est dans la boîte pour Téréga 20

Un réseau de chaleur urbain 100 % EnR 21

Une expertise professionnelle pour des « entreprises régénératives » 21

**Métrapolis, la success story d'un centre de tri dernier cri 22**



## Hors cadre

**Alexandre Lemille** 48

Directeur général d'Anthesis Group



## En pratique

24 DOSSIER

■ Ville durable :  
les territoires amorcent leur transition écologique

## 32 INNOVATIONS



- 32 Les « Territoires d'avenir » sortent de terre
- 33 Piloter à distance la consommation énergétique des bâtiments municipaux
- 33 Dalmec accroît son emprise sur les manipulateurs industriels
- 34 Un drone sous-marin pour une « économie bleue durable »
- 35 Matériaux biosourcés

## 38 TOUT SAVOIR SUR...

- 38 La hausse du tarif de l'électricité renouvelable
- 39 La déforestation importée et les marchés de l'État

Retrouvez  
**ENVIRONNEMENT**  
**magazine**  
en kiosque et chez votre  
marchand de journaux

## En perspective

### 42 TÊTE CHERCHEUSE

**Joëlle Colosio**  
Directrice exécutive  
adjointe des territoires  
à l'Ademe



### 42 LA PÉPINIÈRE

- 42 Issy-les-Moulineaux redessine son cadre de vie
- 43 Une centrale solaire hybride pour pallier l'intermittence
- 43 RecyVaBaT mutualise les compétences
- 44 L'angle mort de la stratégie nationale bas carbone
- 45 Les dirigeants échaudés craignent le réchauffement climatique

### 46 DÉCRYPTAGE

46 Dans les métropoles,  
la publicité rase les murs



## Entre vous

### 49 LES COURS

Variations du prix des résines industrielles

Abonnez-vous à  
**ENVIRONNEMENT**  
**magazine**

Rendez-vous sur  
**ENVIRONNEMENT**  
**MAGAZINE.FR**

Rubrique Je m'abonne

## RENCONTRE

TIMOTHÉE PARRIQUE

# « Notre obsession pour la croissance est un obstacle à toute transition écologique »

Pour l'économiste de l'écologie Timothée Parrique, auteur de *Ralentir ou périr, l'économie de la décroissance* (Seuil), il est temps de passer d'une société de croissance à une société de post-croissance. Éclairage sur ce nouveau paradigme utile pour penser les défis à venir.



© Manon Char/Seuil

### Qu'est-ce que la décroissance ? Et qu'est-ce qu'une économie de la post-croissance ?

La « décroissance » est une réduction de la production et de la consommation pour alléger l'empreinte écologique planifiée démocratiquement dans un esprit de justice sociale et dans le souci du bien-être. On peut la considérer comme un régime macroéconomique qui permettrait aux pays riches de revenir sous des seuils soutenables d'usage des ressources naturelles. Une fois cette transition terminée, la décroissance fera place à ce qu'on pourrait appeler la « post-croissance », une économie stationnaire en harmonie avec la nature où les décisions sont prises ensemble et où les richesses sont équitablement partagées afin de pouvoir prospérer sans croissance. Plus qu'un simple phénomène, la décroissance et les concepts qui lui sont associés (post-croissance, objection de croissance, simplicité volontaire, altermondialisme, convivialisme, post-extractivisme, etc.) représente

## DÉCHETS

# Métripolis, la success story d'un centre de tri dernier cri

Unique en région Auvergne-Rhône-Alpes, Métripolis a succédé, à l'initiative des trois syndicats de traitement de déchets locaux, à l'ancien centre de tri de Portes-lès-Valence. Modernisée avec des technologies de pointe, l'installation a vu ses performances augmenter significativement.



© Olivier Guerin

### PROMESSES TENUES

**Conçu dans les années 1990**, le centre de tri de Portes-lès-Valence (Drôme) est devenu obsolète au fil des années. Opéré pour le compte du Syndicat de traitement des déchets Ardèche-Drôme (Sytrad), il devait se mettre en conformité avec les nouvelles exigences environ-

nementales consécutives à la loi de Transition énergétique pour une croissance verte (2015) et à la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire (2020), qui fixent désormais le cadre de la réduction des ordures ménagères et de l'extension des consignes de tri. Le temps était donc venu de repenser entièrement son infrastructure et son fonc-

tionnement. Plusieurs défis étaient à relever : augmenter les performances du geste de tri pour accroître la quantité - stagnante - de papiers et d'emballages collectés ; adapter le tri aux nouvelles consignes, portant notamment sur les emballages plastiques (pots, boîtes, sachets, barquettes) ; rationaliser et mutualiser l'organisation des

**JOËLLE  
COLOSIO,**  
ADEME

Comme les entreprises et les ménages, les collectivités locales sont sommées par le gouvernement d'entrer de plain-pied dans la sobriété énergétique. Avec quels moyens et selon quelle feuille de route ? Éléments de réponse avec Joëlle Colosio, directrice exécutive adjointe des territoires à l'Agence de la transition écologique.

## L'éclaireuse des collectivités

### Que peut-on dire de la consommation énergétique des collectivités locales ?

En 2019, nous avons publié une enquête - la dernière en date - sur ce sujet, intitulée « Énergie-Communes 2019 », en nous appuyant sur les données consolidées de 2017. Il en est ressorti que la consommation énergétique des collectivités locales est estimée à 39,7 TWh, pour une dépense de 3,9 milliards d'euros.

Par habitant, cela représente une dépense moyenne de 57 euros et une consommation de 584 kWh. Par rapport aux chiffres antérieurs, datés de 2012, les dépenses d'énergie des collectivités avaient baissé de 5 %, malgré une hausse de la consommation de 4 % - la baisse des prix de l'énergie entre 2012 et 2017 expliquant le recul des dépenses et ayant également sans doute provoqué un effet rebond sur les consommations. Les bâtiments sont le premier poste de dépenses des collectivités locales, suivis par l'éclairage public, le carburant, l'eau et les déchets.

© Hugo Courboulès